

L'expertise et les usages administratifs des savoirs scientifiques - Groupe de travail CURAPP-CETSA-CMB-TU

Atelier : *Professions, institutions et émergence des savoirs experts*
Amiens, les 11 et 12 mai 2006

Responsables scientifiques : P. Bongrand, F. Buton, F. Champy, P. Laborier, P. Overath, J. Vogel.

Synthèse des débats : F. Buton

Le deuxième atelier du programme de formation–recherche a été organisé à Amiens avec le soutien financier du CIERA, du CURAPP, et de l'École doctorale Sciences humaines et sociales de l'Université de Picardie-Jules Verne. Il a réuni une trentaine de participants, dont un tiers formé par des doctorants du CURAPP, du CMB et de la TU, mais aussi d'universités parisiennes (Paris 1, EHESS et Sciences Po Paris).

Après une présentation synthétique des débats du premier atelier (Berlin, janvier 2006) par F. **Buton**, la première demi-journée a été consacrée à la présentation et à la discussion de deux recherches de membres du groupe de travail.

P. **Overath** a d'abord décrit le projet de recherche sur le « futur passé de l'Europe » et présenté l'équipe réunie autour de ce projet, au sein de laquelle plusieurs chercheurs et doctorants du CMB et de la TU, français et allemands, membres, étaient présents à Amiens (J. **Vogel**, H. **Hartmann**, P. **Laborier**, P. **Overath**, A. **Seitz**). Le projet souhaite proposer une analyse socio-culturelle de la contribution des savoirs et prévisions démographiques au 20^e et 21^e siècle au processus de construction de l'Europe ou de plusieurs Europes. Ce faisant, il s'agit aussi de s'interroger sur les savoirs investis dans les prévisions démographiques, les échelles auxquelles ils s'appliquent, leurs producteurs (éventuellement professionnels) et leurs usages, notamment pour la conduite de politiques publiques, leur évolution sur deux siècles.

Financé par le ministère allemand de l'éducation et de la culture (BMBF – appel d'offres sur les *Notions culturelles et sociales de l'Europe*), le projet poursuit plusieurs objectifs : sensibiliser le public au caractère construit des savoirs sur les populations ; participer au débat scientifique sur la « société des savoirs » et sur leur historicité dans la longue durée ; offrir une base franco-allemande en vue de collaborations scientifiques plus larges autour de la question de l'histoire des savoirs d'un Europe des populations (Wissensgeschichte des Europas der Bevölkerungen). Parmi les terrains prévus par l'équipe (principalement, mais pas seulement, sur les cas français et allemands) : l'enjeu de l'aptitude au service militaire dans le cadre des services militaires obligatoires au début du 20^e siècle ; la question de la baisse de la natalité (années 1900-années 1960) ; les représentations de l'avenir dans les romans utopiques ; les politiques démographiques en RDA et RFA (années 60 et 70).

P. **Overath** souligne enfin combien ce projet autour d'un certain type de savoirs peut permettre d'étudier la concurrence entre professions : groupe dégradé pour des raisons historiques (émergence et institutionnalisation sous et avec le régime nazi), les démographes allemands essaient depuis peu de reconquérir un domaine de compétence occupé depuis l'après-guerre par d'autres professions (notamment des économistes, ou des politologues).

F. **Pierru** et F. **Buton** ont ensuite présenté une recherche collective en cours d'achèvement sur l'émergence de l'épidémiologie « décisionnelle » ou « opérationnelle », appliquée à la veille sanitaire, en France (recherche financée dans le cadre du Programme « Sciences biomédicales, santé et société », CNRS-INSERM-MIRE-GIS Risques collectifs).

Dans un premier temps, F. **Buton** expose la problématique générale de l'enquête. L'épidémiologie de veille sanitaire constitue, en France depuis les années 1980, un nouveau savoir de gouvernement, destiné aux missions de santé publique et de sécurité sanitaires assurées par l'Etat, qui s'incarne dans de nouvelles institutions périphériques à l'administration centrale (des « agences »). La formalisation de ce savoir est rendue possible par les transformations conjointes, à l'aube des années 1980, du champ médical, du champ scientifique, et du champ administratif. Contrairement à l'expertise indépendante qu'il prétend fournir, ce savoir s'apparente à une forme de renseignement scientifique : son utilité politique est première, la scientificité seconde. Il intéresse principalement la profession médicale, mais pas seulement, puisque bien des professionnels de santé non-médecins, voire des non-professionnels de santé, peuvent être épidémiologistes. Ce savoir doit enfin être conçu comme le produit de deux mobilisations différentes : une mobilisation interne à un petit groupe de réformateurs au sein de l'administration centrale, ayant pour objectif la rénovation des statistiques sanitaires et des politiques de santé publique ; une mobilisation externe, sinon périphérique, au champ du pouvoir et au champ médical, qui promeut l'importation de « l'épidémiologie d'intervention » mise en œuvre aux Etats-Unis. Les premiers préparent les institutions que les seconds occuperont.

F. **Pierru** présente dans un second temps cette seconde mobilisation, à travers une discussion de l'américanisation de la santé publique, problématique largement mise à l'épreuve dans l'historiographie des politiques de santé en France. Il montre que l'épidémiologie d'intervention en France se construit « au miroir de » l'Amérique plutôt que « sous influence » américaine, et que le modèle américain fait l'objet de différentes appropriations par ses importateurs français, et plus généralement les acteurs de santé publique et de l'épidémiologie. Le modèle est celui des Center for Disease Control de l'Etat fédéral américain, et d'un corps, les EIS officers, nés l'un et l'autre dans des contextes (seconde guerre mondiale, guerre de Corée) qui expliquent largement leurs principes d'action et d'organisation de type militaire. Ce modèle, qui se signale entre autres par l'importance de la rhétorique auto-justificatrice de ces missions, fait l'objet d'une politique d'exportation hors des frontières américaines à partir des années 1970 : des acteurs français en marge du champ du pouvoir et du champ médical tenteront de l'importer en France au tournant des années 1990.

Le débat qui suit ces présentations permet d'aborder plusieurs questions : comment expliquer l'importance du besoin de justifier (en fonction du type de savoir, de la situation professionnelle des acteurs, du caractère opérationnel-militaire de l'organisation) ? les agences comme organisations intermédiaires ont-elles des caractéristiques particulières ou s'apparentent-elles à des bureaucraties ? comment situer historiquement le tournant « probabiliste » de l'épidémiologie, en France par rapport à l'Allemagne ? comment penser le développement de l'épidémiologie par rapport aux pratiques des assurances ?

La deuxième demi-journée a poursuivi la réflexion sur le rôle des professions dans l'émergence des savoirs experts.

Dans sa communication « "If You're So Smart, Why Aren't You Rich ?" Economic Knowledge, Experts and the Public Sphere in Postwar Germany », A. **Nützenadel** interroge la croyance qui continue de donner du crédit à la scientificité et à la prédictivité du savoir économique, à partir d'une réflexion historique sur l'évolution de la science économique et de son rôle public depuis 1945. Les années de l'après-guerre ont été en fait des années non pas tant du progrès de la

science économique, que de celui de sa diffusion, d'une économicisation de toutes les sphères du débat public. A. **Nützenadel** met en évidence les principales évolutions de la science économique, notamment sa mathématisation et sa formalisation, et son influence croissante sur le débat public, notamment à travers l'institutionnalisation du « consulting ». Il montre que les débats sur la croissance économique et la stabilité ont façonné l'identité nationale de la RFA, et combien le discours public sur les questions économiques est déterminé par l'expérience de la Grande dépression des années 1920. Il évalue enfin le poids du contexte international (américanisation après 1945, construction européenne, opposition RFA-RDA) dans cette évolution.

En introduction du débat, O. **Giraud** pose plusieurs questions au travail d'A. Nützenadel. Une première série d'interrogations porte sur la dynamique du changement dans les visions de l'économie dans l'Allemagne de l'après-guerre. Le passage au keynésianisme s'inscrit-il dans le cadre d'une rupture ou d'une logique de rattrapage (incomplet) du monde occidental ? ce passage tient-il à des facteurs proprement politiques ou aux débats spécifiquement économiques ? la pluralité de l'expertise économique (notamment au sein du *Sachverständigenrat*) est-elle réelle ? La deuxième série d'interrogations porte sur la spécificité du champ économique comme source d'expertise et de référence privilégiée : les raisons de ce privilège tiennent-elles aux caractéristiques du raisonnement économique, à sa formalisation ? comment la science économique a-t-elle concrètement triomphé des autres sciences sociales dans l'espace public ?

Au cours de la discussion, plusieurs intervenants proposent des explications à la domination de la science économique, tout en s'interrogeant sur l'état de cette domination aujourd'hui (au regard de la logique financière, notamment). A. **Nützenadel** soutient l'idée que la science économique continue de dominer dans l'espace public, et estime qu'elle doit sa prééminence historique davantage à des facteurs internes au champ de la science économique qu'à des facteurs externes.

En guise de clôture de la première journée, F. **Champy** introduit la séance de lecture sur le travail de A. Abbott en matière de sociologie des professions, en reprenant notamment la pensée en termes de système (notion d'interdépendance des professions), les principaux concepts introduits par le sociologue américain dans *The systems of professions* (1988). Il rappelle l'importance de la notion de compétition et de « jurisdiction » (territoire ou domaine de compétence d'une profession), reprend la définition de ce qu'est une profession par Abbott (métier mettant en œuvre un savoir abstrait pour résoudre des pbes concrets), et discute la théorie du travail professionnel de ce dernier (les trois moments du diagnostic, du traitement, et de l'inférence), avant de détailler la question de la reconnaissance de l'expertise professionnelle par trois instances : l'opinion publique, le système légal, le lieu de travail. Au terme de son introduction, il souligne deux limites au travail de Abbott : l'inférence constitue largement une boîte noire, Abbott s'intéressant principalement à la division des territoires ; la métaphore médicale, omniprésente, masque mal le fait que l'analyse est parfois imprécise relativement à d'autres savoirs professionnels. Lors du débat, nourri par la lecture d'extraits du livre d'Abbott qui ont été préalablement fournis aux participants, de nombreuses critiques émergent, qui portent principalement sur le caractère trop théorique du modèle, sur sa définition même des professions (qui écarterait les savoirs techniques et pratiques), et sur son contexte de production (pris par des terrains nord-américains, Abbott tendrait à négliger le rôle de l'Etat dans la régulation économique par le marché et les professions).

La dernière demi-journée a commencé avec l'intervention de D. **Benamouzig**, auteur de *La santé au miroir de l'économie*. L'intervention a porté sur l'émergence des économistes comme profession intermédiaire entre la profession médicale et l'Etat dans la régulation du monde de la santé. C'est à la fois l'application du raisonnement économique à la santé, son intégration dans l'action

publique spécialisée, et la scientificité de ce raisonnement, qui sont examinées. En inversant la problématique dominante de la sociologie des sciences qui étudie des sciences « dures » pour les considérer comme des activités sociales ordinaires, il s'agit d'examiner des sciences « molles » pour examiner la construction de leur robustesse cognitive (leur scientification, en quelque sorte). L'économie de la santé s'est développée en trois grandes séquences historiques : expertise d'Etat dans le giron administratif, par des médecins ou des ingénieurs économistes (au Plan et au ministère des finances, années 50-60), insertion dans le monde académique sous la bannière de la socio-économie (années 70), contre-expertise mobilisée contre l'Etat au nom de l'évaluation critique ou du néo-libéralisme (années 80). Au cœur de ce développement se trouve un raisonnement particulier à la pensée économique : le calcul économique, qui sous différentes formes (coût/avantage, coût/utilité, coût/efficacité), contribue à rationaliser formellement (cohérence interne) et matériellement (domaine d'application) la pensée économique appliquée à la santé. Du « prix de la vie humaine » à l'introduction des préférences subjectives dans le calcul, de la monétarisation des avantages sanitaires à la dissociation du calcul des coûts et de celui des avantages, le calcul comme raisonnement économique acquiert progressivement une robustesse et une consistance cognitive qui lui permettent d'acquiescer une certaine autonomie dans les pratiques.

Dans son introduction au débat, H. **Hartmann** interroge notamment l'historicité de l'étude de l'économicisation de la santé, la dimension transnationale dans l'évolution du cas français, le problème de l'expertise en situation d'incertitude ; il souligne également l'importance de la dimension de l'opérationnalité dans les disciplines expertes. Parmi les points abordés dans la discussion : la notion de « motif cognitif », les raisons de l'économicisation des sciences sociales, les échelles du raisonnement économique (quid de l'infra-national ?), la pertinence d'une sociologie « des » sciences, la place de la modélisation dans la sociologie générale de la connaissance que propose D. **Benamouzig**, les conditions politiques de recevabilité du raisonnement économique.

La fin de cette troisième demi-journée a été consacrée à la préparation du prochain atelier, prévu à l'automne à Paris.